

- GUYANE -

BULLETIN TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

**Suivi de la conjoncture
financière et bancaire**

n° 131

**1^{er} trimestre 2007
(juin 2007)**

Conjoncture financière et bancaire

Sommaire

<i>Méthodologie</i>	3
<i>1. Synthèse</i>	5
<i>2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit</i>	9
<i>3. Les actifs financiers de la clientèle non financière</i>	10
<i>Les placements des ménages</i>	11
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	12
<i>4. Les passifs financiers de la clientèle non financière</i>	13
<i>4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	13
<i>L'endettement des ménages</i>	14
<i>L'endettement des entreprises</i>	15
<i>4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	16
<i>5. Risques sectoriels</i>	17
<i>6. Rappel des taux</i>	19
<i>6.1 Taux réglementés</i>	19
<i>6.2 Evolution des principaux taux de marché</i>	19
<i>6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	19
<i>6.4 Taux de l'usure</i>	19
<i>7. Monnaie fiduciaire</i>	20
<i>7.1 Emission mensuelle de billets euros</i>	20
<i>7.2 Emission mensuelle de pièces euros</i>	20

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

2) L'enquête de conjoncture

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (9 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

3) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le département.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées. Les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

4) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux puis les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement).

Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de

France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers et entrepreneurs individuels essentiellement), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

5) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros¹ de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Secteurs	Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)
Primaire	01 à 05
Industrie	10 à 37
Eau/Energie	40 à 41
BTP	45
Commerce	50 à 52
Transport	60 à 63
Activités immobilières	70
Services (hors immobilier)	55, 64, 71 à 74 et 90 à 93
Services financiers	65 à 67
Education	80
Santé, action sociale	85
Administrations publiques	75, 91 et 92
Divers	00 et 95 à 99

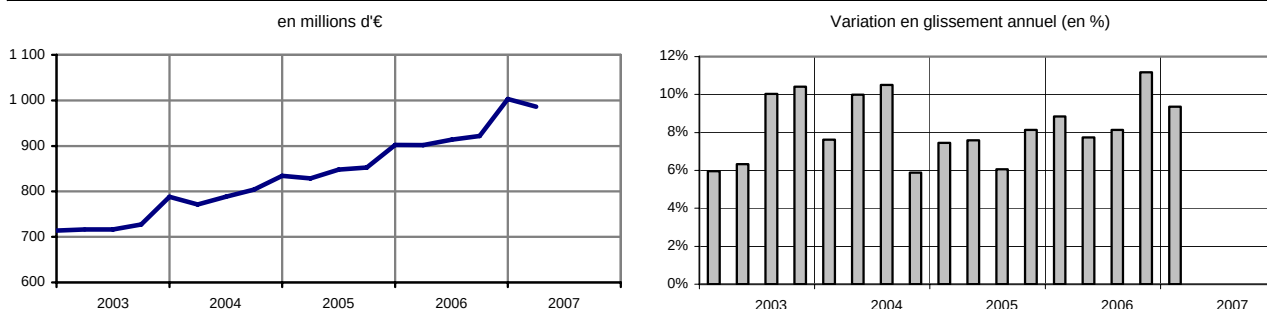
¹ Le seuil des déclarations s'élève à 25 000 € à compter du mois de janvier 2006.

1. Synthèse

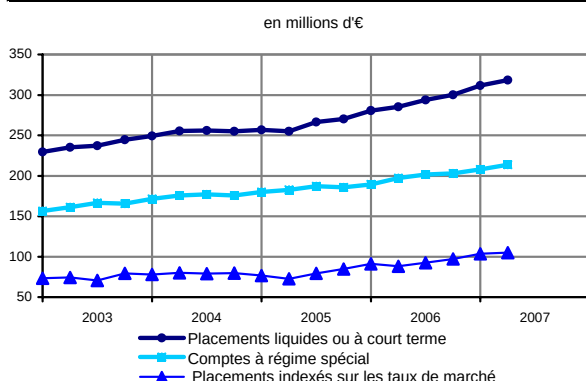
Le rythme de croissance annuelle des actifs financiers s'établit à 9,4 %...

Au 31 mars 2007, l'encours global des **actifs financiers** recensé dans le département s'élève à 986,1 millions d'€ et affiche une progression de 9,4 % sur un an, soit un rythme de croissance légèrement supérieur à celui observé l'année précédente (+8,8 % en glissement annuel). Par ailleurs, les dirigeants des établissements bancaires témoignent d'une opinion en sensible baisse sur la collecte des dépôts au 2nd trimestre 2007. Ce mouvement devrait se redresser concernant les perspectives du 3^{ème} trimestre 2007.

Ensemble des actifs financiers



Les placements liquides ou à court terme



Composés à 67 % de comptes d'épargne à régime spécial et à 33 % de placements indexés sur les taux du marché monétaire, l'**épargne liquide ou à court terme** a progressé de 11,6 % sur un an, à 318,4 millions d'€. Cette évolution provient de la hausse de l'encours des placements indexés sur le taux du marché monétaire + 19,0 % à fin mars 2007 qui participe à hauteur de 6,2 points à la croissance de l'épargne liquide ou à court terme. Dans le détail, cette hausse concerne principalement les OPCVM monétaires (+ 35,1 %, soit 38 % des placements indexés sur le taux du marché monétaire) soutenues par les relèvements successifs du taux directeur de la banque centrale européenne. Les

dépôts à terme ont pour leur part progressé de + 6,6 % après le ralentissement du rythme de croissance enregistré depuis le mois de septembre 2006. Sur un an les comptes d'épargne à régime spécial affichent une tendance dynamique + 8,4 % en glissement annuel (contre + 8,0 % au 31 mars 2006). Elle est principalement influencée par les livrets ordinaires (+ 12,0 %, contre + 13,0 % à fin mars 2006) et les livrets A (+ 9,2 %, contre + 4,1 % l'année dernière). En revanche, les comptes d'épargne logement fléchissent légèrement ce trimestre (- 0,2 % à 25,3 millions d'€).

Sur un an, le rythme annuel de progression des **dépôts à vue** se maintient à 10,8 % (contre + 10,1 % l'année précédente) pour s'établir à 478,2 millions d'€ (soit 48 % du total des actifs financiers). Cette tendance concerne principalement les sociétés non financières, dont l'encours progresse de 13,1 % (soit 36 % du total des dépôts à vue), suivis des autres agents (+ 11,6 %, pour 5 % du total) et des ménages (+ 9,4 %).

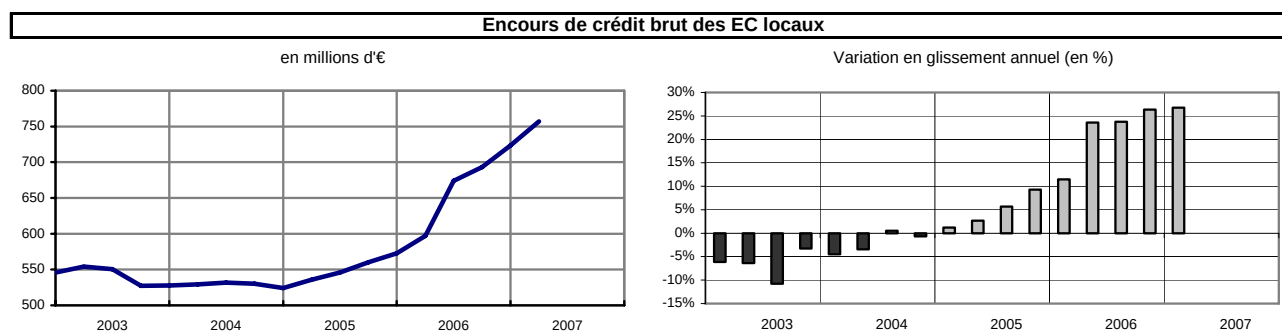
Le croissance de l'**épargne à long terme** s'établit à + 2,5 %, contre 1,9 % un an plus tôt. Principaux souscripteurs de ce type d'épargne (95 %), les ménages pèsent fortement sur les évolutions observées (+ 2,3 % sur un an). L'encours des plans d'épargne logement (- 5,0 % sur un an) maintient son orientation baissière amorcée début 2006. En revanche, les autres actifs (essentiellement des contrats d'assurance vie) s'inscrivent à la hausse à fin mars 2007 (+ 17,3 %). Les portefeuilles titres et les OPCVM non monétaires augmentent respectivement de 15,1 % et + 3,4 %, grâce à la bonne tenue des marchés financiers.

Au 31 mars 2007, l'**encours global de crédit** consenti aux agents économiques guyanais s'inscrit en hausse de 19,2 % sur un an. De même, l'**encours sain** progresse de 20,0 % en glissement annuel pour s'établir à 1 591,9 millions d'€. Cette bonne orientation concerne à la fois les établissements installés hors du département¹ (+ 20,8 %) et les établissements bancaires locaux (+ 18,8 % en glissement annuel). L'évolution du **taux de créances douteuses** témoigne de la poursuite de l'assainissement des portefeuilles de crédit ne représentant plus que 7,7 % en mars 2007 (contre 8,4 % au 1^{er} trimestre 2006).

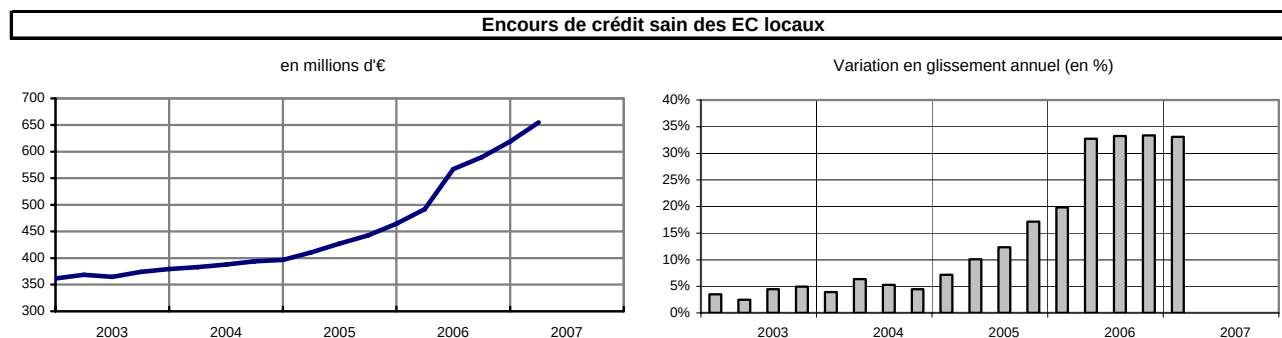
La progression annuelle de l'encours sain des **entreprises**, principales bénéficiaires des concours octroyés (soit 54 % du total de l'encours sain) a fortement augmenté à + 24,3 % contre + 9,5 % en mars 2006. Ce dynamisme est principalement imputable à la forte hausse des crédits à l'équipement et du crédit-bail (+ 108,6 % et 395,5% respectivement), provenant pour l'essentiel de l'accroissement du périmètre d'analyse qui intègre désormais de nouveaux établissements bancaires. Sur un an, les risque « entreprises » s'améliore sensiblement, le taux de créances douteuses perdant deux points, à 9,9 %. L'encours des collectivités locales a fortement progressé sur un an (+ 18,3 %) atteignant 268,7 millions d'€ au 31 mars 2007. L'essentiel de ces concours est constitué de crédits à l'équipement, en hausse de 32,6 % à 263,5 millions d'€.

***Avertissement :** A compter du 2nd trimestre 2006, la collecte des statistiques des établissements locaux concernant l'encours des passifs financiers s'est enrichie de données provenant du recensement d'une nouvelle société financière de la place (les données des tableaux et des graphiques incluent ce nouvel établissement). Pour une raison d'homogénéité d'analyse des évolutions de la période sous revue, l'examen des données se fera, quant à lui, à périmètre constant.*

Les établissements de crédit locaux totalisent un encours de 681,0 millions d'€ à la fin du 1^{er} trimestre 2007...

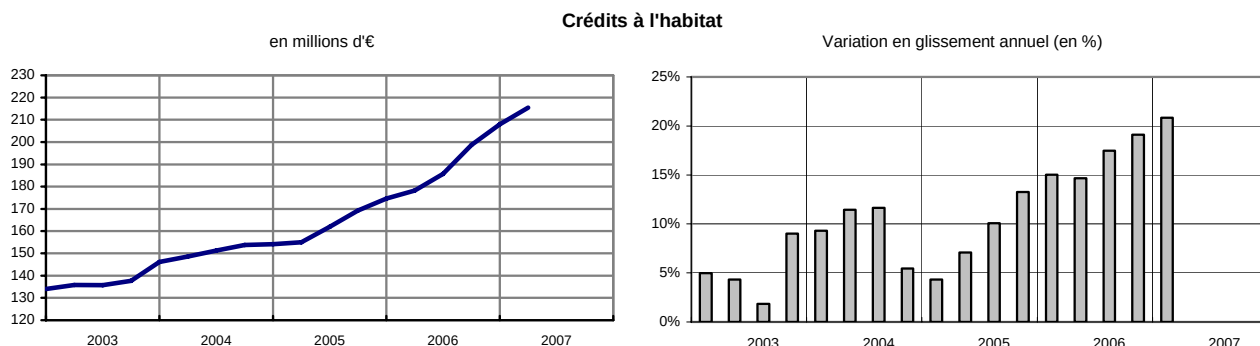


Au 31 mars 2007, l'**encours global de crédit consenti par les établissements locaux** est en augmentation pour le neuvième trimestre consécutif et s'établit à 681,0 millions d'€, en hausse de 14,0 % sur un an. Le rythme de croissance annuelle des **crédits sains** est resté bien orienté (+ 18,8 % au 31 mars 2007 contre + 19,8 % un an auparavant, et + 6,2 % sur le trimestre). Leur part dans l'encours global s'élevant à 86 % (soit + 4 points sur un an). L'encours des créances douteuses brutes a baissé de 8,0 % sur un an et de - 2,3 % sur le trimestre. Le taux de créances douteuses (14,2 %) perd ainsi 3,5 points sur un an.



¹ Le recensement de nouveaux établissements de crédit non installés localement et intervenant en Guyane à compter du mois de mars 2007 impacte de façon significative les statistiques monétaires relatives aux crédits hors zone (+ 49,7 millions d'€ de crédits à l'équipement et + 48,0 millions d'€ de crédit-bail et opérations assimilées).

Les principales composantes de l'endettement des **ménages** du département ont progressé en glissement annuel : + 20,8 % pour les crédits à l'habitat (soit 62 % du total), + 12,2 % pour les crédits de trésorerie. Leur encours sain augmente ainsi de 17,5 % sur un an et de 3,6 % sur le trimestre. Enfin, le taux de créances douteuses brutes s'établit à 9,0 %, en hausse de 1,7 point sur un an.

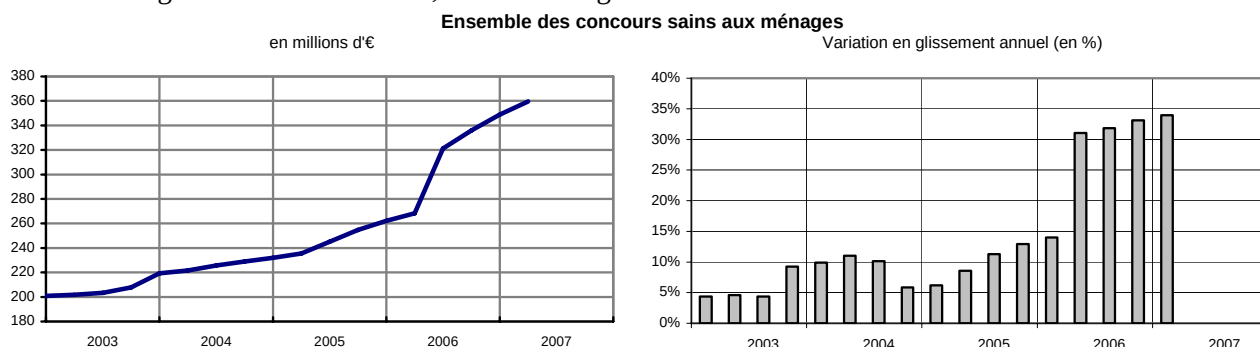


L'encours des crédits consentis aux **entreprises** par les établissements de crédit locaux poursuit son mouvement de croissance observé depuis le 3^{ème} trimestre 2005 pour s'établir à 301,1 millions d'€ (+ 5,2 % contre + 4,7 % un an plus tôt). Leur **encours sain** progresse également mais à un rythme plus élevé (+ 17,1 % en glissement annuel), à 237,2 millions d'€. Dans le détail, les **crédits d'investissement** affichent une forte hausse en glissement annuel de 32,0 % (contre + 14,2 %). Ce rebond provient principalement des crédits à l'équipement qui s'établissent à 115,6 millions d'€ au 31 mars 2007, en hausse de 38,3 % sur un an (contre + 10,7 %). Toutefois, cette croissance est en partie liée à un reclassement des postes autres crédits et crédits d'équipement effectué par un établissement de la place à partir du 1^{er} trimestre 2007. Par ailleurs, les **crédits d'exploitation** (dont 51 % de comptes ordinaires débiteurs, en hausse de 15,2 % sur un an) progressent de 19,5 % à 67,7 millions d'€. Enfin, les crédits immobiliers (+ 29,7 % sur un an) contribuent sensiblement à la performance globale. Le poids des créances douteuses brutes dans l'ensemble des concours consentis aux entreprises s'inscrit en baisse de 8,1 points sur un an, à 21,2 %.



Selon l'enquête menée auprès des établissements de crédit, la production de crédits demeure bien orientée sur le marché des entreprises, les soldes d'opinions étant positifs pour les crédits d'équipement et les crédits d'exploitation. Les perspectives pour le 3^{ème} trimestre restent favorables pour les crédits d'exploitation, mais un ralentissement est anticipé pour les crédits d'équipement.

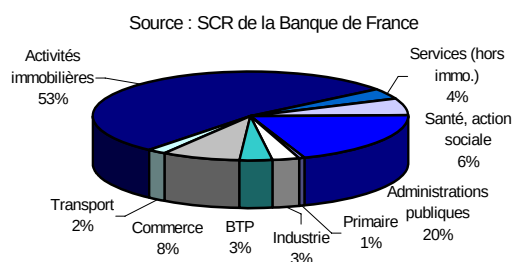
S'agissant de la clientèle des ménages, le marché du crédit à l'habitat progresse légèrement au 2nd trimestre, mais un fléchissement est anticipé pour le trimestre suivant. L'opinion sur les crédits à la consommation s'inscrit en légère baisse ce trimestre, selon les dirigeants des établissements bancaires.



Les risques concernant les entreprises recensées au SCR progressent.

Au 31 mars 2007, l'encours des crédits aux entreprises recensé par le service central des risques (SCR) de la Banque de France atteignait 1 350,1 millions d'€, en hausse de 8,4 % en glissement annuel. Avec une part de 53 %, les activités immobilières dominent largement les autres secteurs d'activité. Les risques en faveur des administrations publiques, essentiellement les collectivités locales, représentent 20 % du total, suivies par le secteur du commerce (8 %) et celui de la santé (6 %).

Répartition des risques par secteur au 31/03/2007

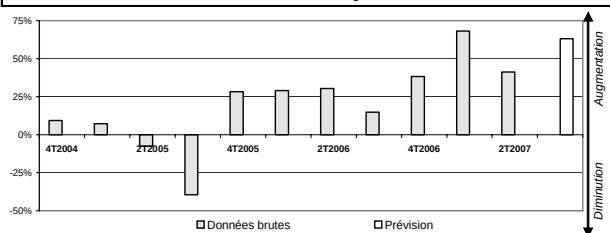


Les résultats bancaires demeurent en terrain positif...

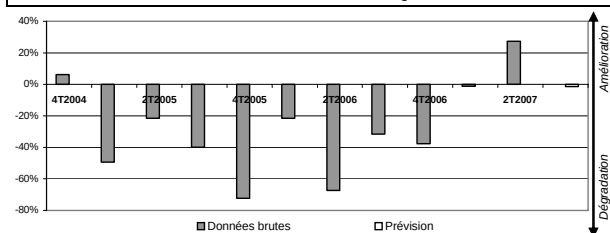
Dans un environnement jugé plus porteur, les opinions font état d'une progression du produit net bancaire au 2nd trimestre 2007, appuyé par une opinion positive et en amélioration concernant le commissionnement et la production de crédit qui progresse dans tous les compartiments, à l'exception des crédits à la consommation. Les charges d'exploitation se stabilisent, tendance qui devrait se poursuivre au trimestre prochain.

2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit

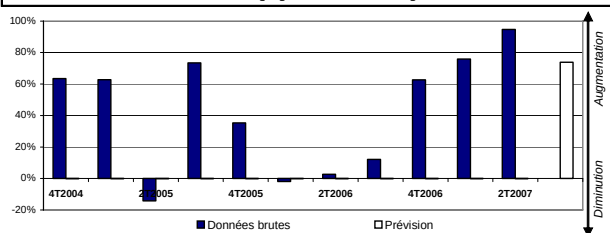
Collecte des dépôts



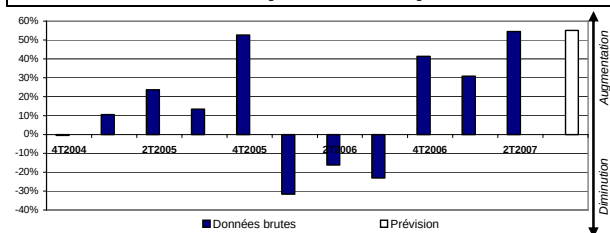
Environnement économique



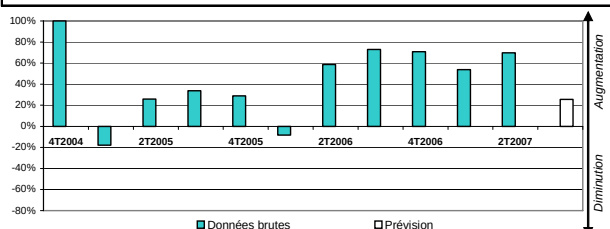
Crédits d'équipement aux entreprises



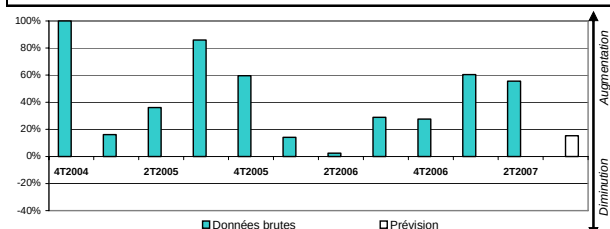
Crédits d'exploitation aux entreprises



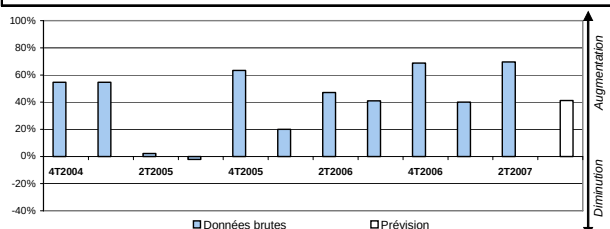
Crédits à l'habitat des particuliers



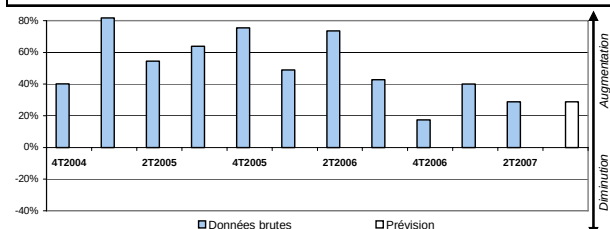
Crédits à la consommation des particuliers



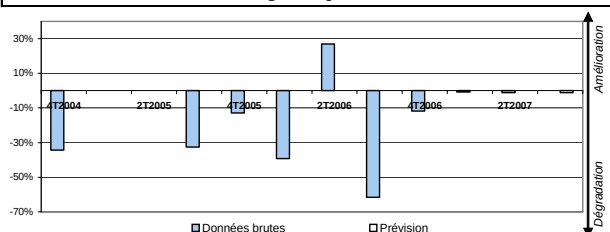
Produit net bancaire



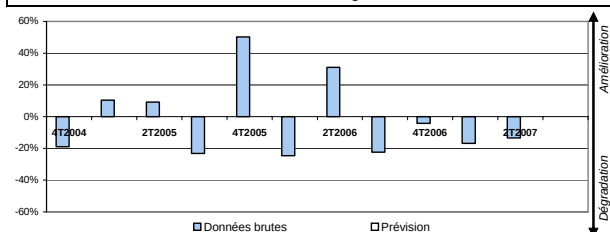
Commissions



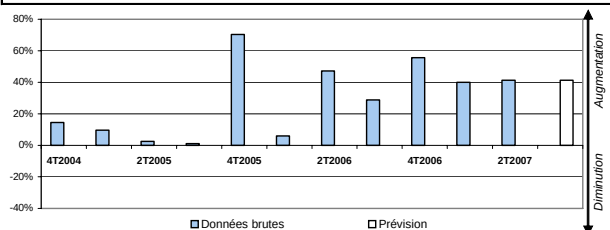
Charges d'exploitation



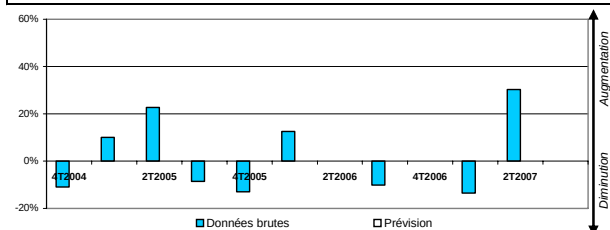
Coût du risque



Résultat net



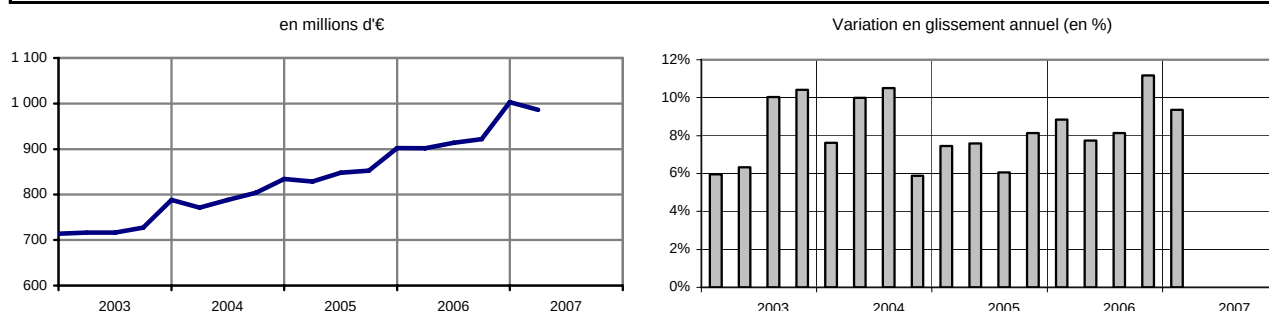
Effectifs



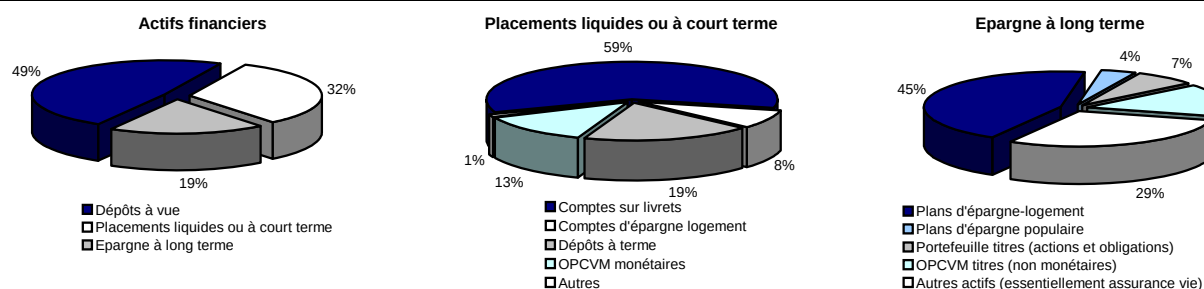
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions									Variations	
	mars-02	mars-03	mars-04	mars-05	mars-06	juin-06	sept-06	déc-06	mars-07	1 an	1 trim.
Sociétés non financières	134,0	132,6	160,2	177,8	197,5	196,7	206,7	245,0	227,7	15,3%	-7,1%
Dépôts à vue	95,8	99,0	115,5	134,2	152,7	142,8	151,3	193,6	172,7	13,1%	-10,8%
Placements liquides ou à court terme	35,0	30,5	34,0	31,5	36,4	41,6	45,3	41,9	46,3	27,2%	10,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,4	0,4	0,5	0,4	-31,5%	-28,4%
Placements indexés sur les taux de marché	34,7	30,3	33,6	31,1	35,9	41,2	44,9	41,3	46,0	28,1%	11,2%
(dt) comptes à terme	22,2	21,9	20,0	18,6	20,7	21,8	26,0	23,2	24,8	19,9%	6,9%
(dt) OPCVM monétaires	6,3	5,8	11,5	11,9	14,0	15,7	15,4	14,8	17,4	25,0%	17,7%
(dt) certificats de dépôt	6,2	2,6	2,0	0,5	1,2	3,7	3,5	3,3	3,7	204,5%	12,2%
Epargne à long terme	3,2	3,0	10,7	12,1	8,4	12,3	10,1	9,5	8,7	3,3%	-9,0%
(dt) OPCVM non monétaires	2,7	2,6	10,4	11,6	7,9	11,8	9,4	9,2	8,3	5,3%	-9,6%
Ménages	532,0	569,8	593,4	633,7	677,4	695,0	694,5	731,8	729,9	7,7%	-0,3%
Dépôts à vue	218,1	239,7	224,8	244,3	258,6	265,5	269,4	286,3	282,9	9,4%	-1,2%
Placements liquides ou à court terme	183,3	199,4	216,7	220,2	243,2	247,8	250,3	265,4	267,4	9,9%	0,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	148,4	160,4	174,9	181,5	196,1	200,3	201,8	206,6	212,6	8,4%	2,9%
Livrets ordinaires	39,6	40,8	45,7	45,5	51,4	53,1	55,1	55,8	57,8	12,3%	3,6%
Livrets A et bleu	77,0	83,9	87,0	88,9	92,4	94,5	95,0	98,0	100,5	8,7%	2,5%
Livrets jeune	0,2	0,3	0,7	1,4	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2	-0,7%	0,9%
Livrets d'épargne populaire	10,3	11,0	13,5	15,1	15,1	15,2	14,9	15,5	15,7	3,8%	1,0%
CODEVI	4,6	5,2	6,4	6,8	7,4	7,6	7,5	8,0	9,1	21,9%	13,3%
Comptes d'épargne logement	16,6	19,2	21,5	23,8	25,4	25,7	25,1	25,1	25,3	-0,2%	1,0%
Placements indexés sur les taux de marché	34,9	39,0	41,9	38,7	47,2	47,5	48,5	58,8	54,8	16,2%	-6,9%
(dt) OPCVM monétaires	7,9	9,2	14,3	12,7	13,5	14,0	13,8	20,5	19,8	47,0%	-3,2%
(dt) Comptes créditeurs à terme	26,8	29,5	27,4	25,9	33,6	33,5	34,7	38,3	34,9	3,8%	-8,8%
Epargne à long terme	130,5	130,7	151,9	169,2	175,6	181,7	174,9	180,1	179,7	2,3%	-0,3%
Plans d'épargne logement	68,4	74,5	84,0	88,6	88,6	87,1	85,6	85,8	84,2	-5,0%	-1,9%
Plans d'épargne populaire	11,9	11,5	10,9	10,3	9,7	9,2	8,7	8,1	7,8	-19,1%	-3,7%
Autres comptes d'épargne	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,7	1,2	327,3%	60,7%
Portefeuille-titre	6,8	5,9	6,9	7,7	11,3	11,5	12,0	13,6	13,3	16,9%	-2,2%
OPCVM non-monétaires	18,9	14,2	18,3	17,6	19,0	18,7	19,0	19,1	19,2	1,5%	0,8%
Contrats d'assurance-vie	24,3	24,3	31,5	44,7	46,8	54,9	49,1	52,8	54,0	15,4%	2,3%
Autres agents	10,3	14,1	17,4	17,0	26,8	22,0	20,7	26,3	28,5	6,5%	8,4%
Dépôts à vue	6,9	8,7	12,1	13,5	20,3	16,7	15,2	21,0	22,7	11,6%	8,2%
Placements liquides ou à court terme	3,3	5,3	4,8	3,5	5,6	4,5	4,4	4,2	4,7	-15,4%	11,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,2	0,3	0,4	0,6	0,6	0,7	0,8	0,8	0,7	24,4%	-12,3%
Placements indexés sur les taux de marché	3,1	5,0	4,4	2,9	5,0	3,8	3,7	3,4	4,0	-20,0%	17,6%
Epargne à long terme	0,1	0,1	0,4	0,0	0,8	0,9	1,1	1,1	1,1	29,8%	0,7%
Total actifs financiers	676,2	716,5	771,0	828,4	901,7	913,7	921,9	1003,1	986,1	9,4%	-1,7%
Dépôts à vue	320,8	347,4	352,4	391,9	431,6	425,0	435,9	500,8	478,2	10,8%	-4,5%
Placements liquides ou à court terme	221,6	235,3	255,5	255,2	285,3	293,9	300,0	311,5	318,4	11,6%	2,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	148,8	161,0	175,6	182,5	197,2	201,4	202,9	207,9	213,7	8,4%	2,8%
Placements indexés sur les taux de marché	72,7	74,3	80,0	72,7	88,1	92,5	97,1	103,6	104,8	19,0%	1,1%
Epargne à long terme	133,8	133,8	163,1	181,3	184,8	194,8	186,0	190,7	189,4	2,5%	-0,7%

Ensemble des actifs financiers

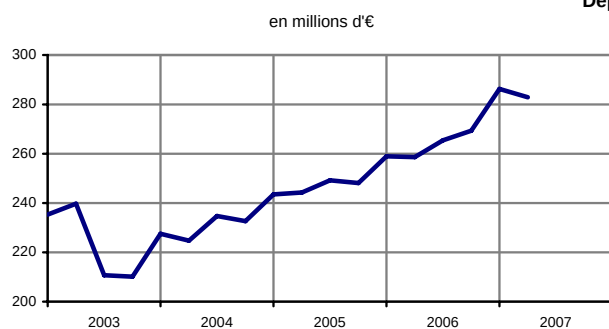


Structure des actifs financiers par nature

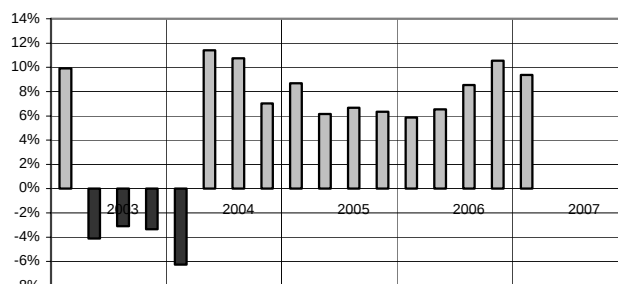


Les placements des ménages

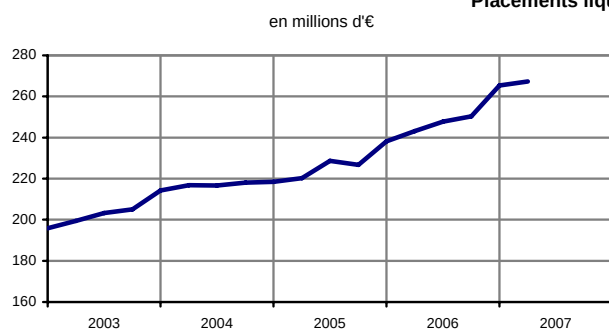
Dépôts à vue



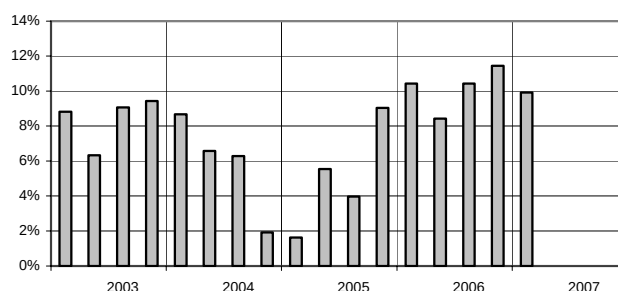
Variation en glissement annuel (en %)



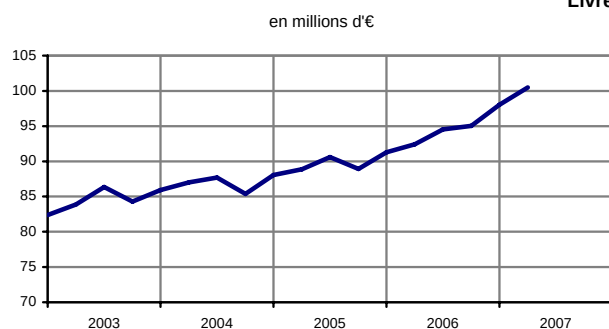
Placements liquides ou à court terme



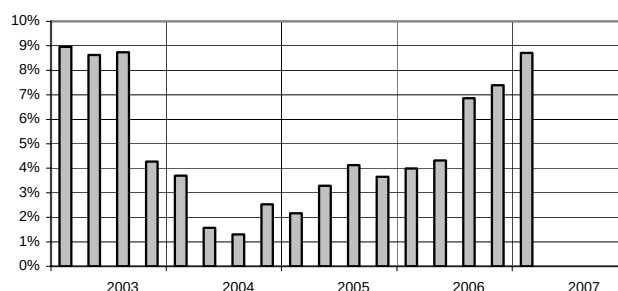
Variation en glissement annuel (en %)



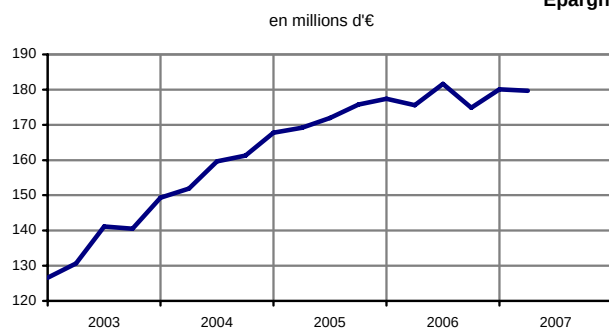
Livrets A et bleu



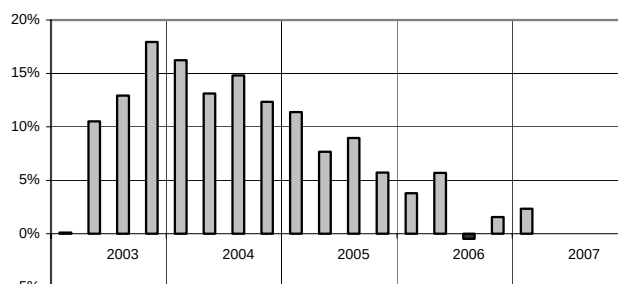
Variation en glissement annuel (en %)



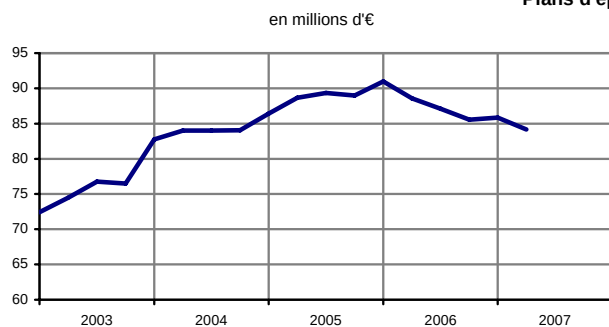
Epargne à long terme



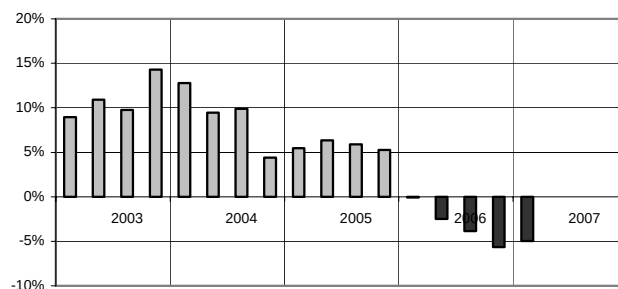
Variation en glissement annuel (en %)



Plans d'épargne logement



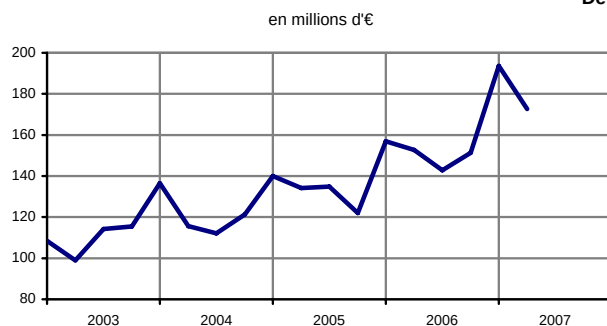
Variation en glissement annuel (en %)



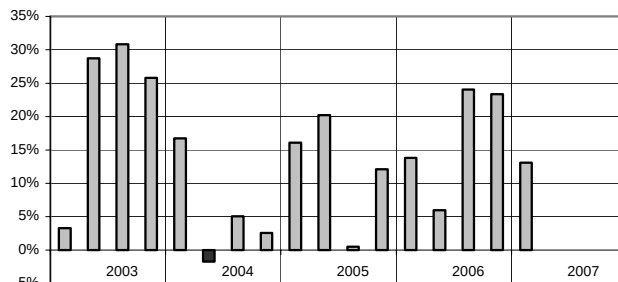
Conjoncture financière et bancaire

Les disponibilités des entreprises

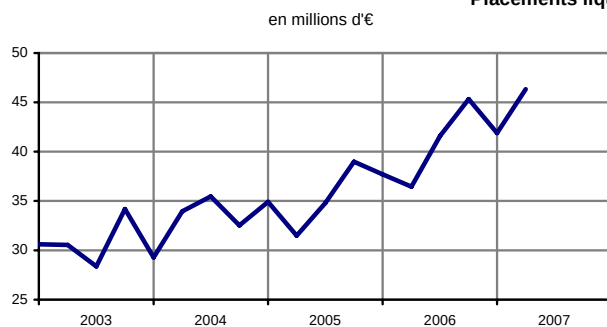
Dépôts à vue



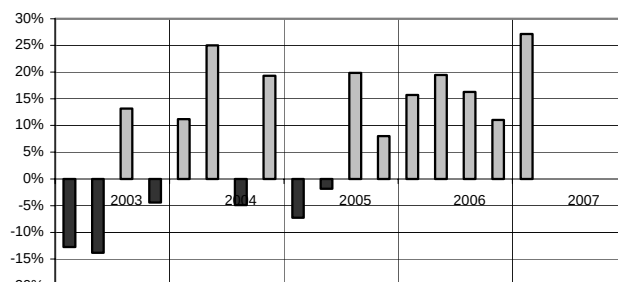
Variation en glissement annuel (en %)



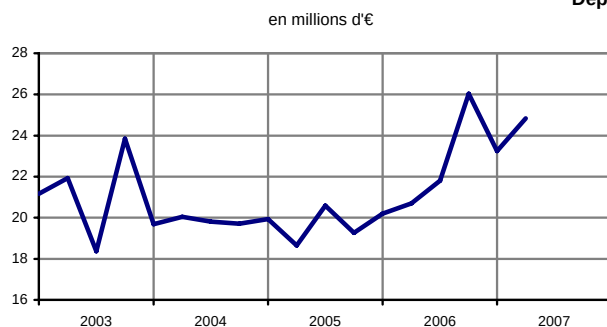
Placements liquides ou à court terme



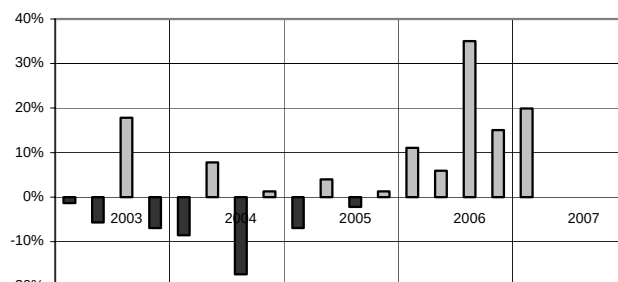
Variation en glissement annuel (en %)



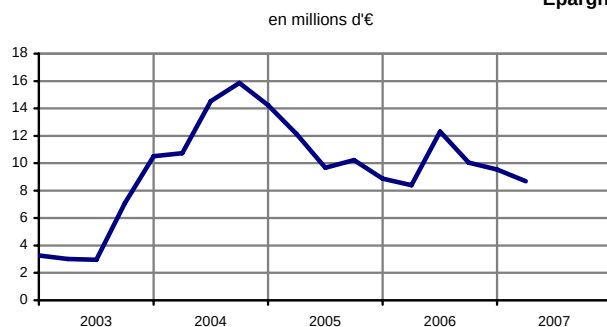
Dépôts à terme



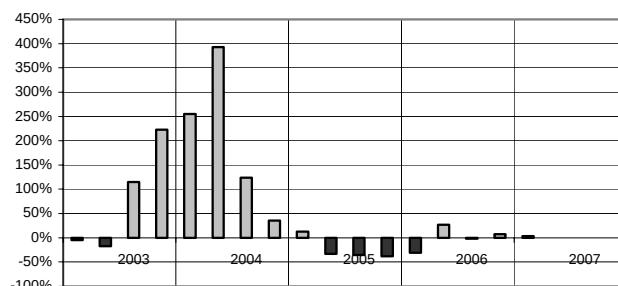
Variation en glissement annuel (en %)



Epargne à long terme



Variation en glissement annuel (en %)



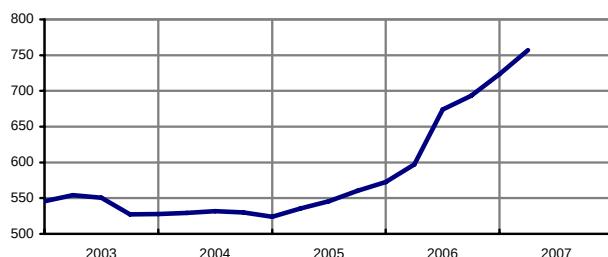
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

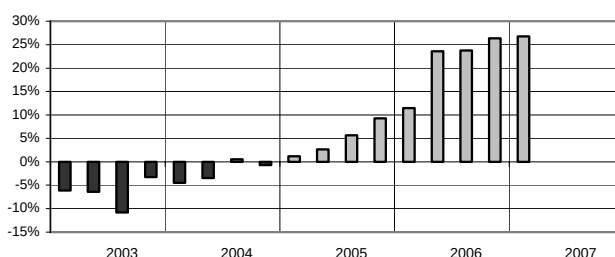
	Montants en millions d'€									Variations	
	mars-02	mars-03	mars-04	mars-05	mars-06	juin-06	sept-06	déc-06	mars-07	1 an	1 trim.
Entreprises											
Crédits d'exploitation	38,9	44,3	39,8	45,0	56,6	71,3	72,8	74,6	83,4	47,2%	11,7%
Créances commerciales	5,7	5,7	5,3	4,8	6,2	6,2	5,8	7,0	7,8	25,7%	11,7%
Crédits de trésorerie	17,2	18,5	16,4	15,7	20,5	33,5	35,8	37,1	41,1	100,3%	10,8%
Comptes ordinaires débiteurs	15,9	20,1	18,0	24,5	29,9	31,6	31,1	30,5	34,5	15,2%	12,9%
Affacturage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Crédits d'investissement	86,4	83,6	83,6	83,5	95,3	103,8	102,2	108,1	136,3	43,0%	26,0%
Crédits à l'équipement	85,5	80,0	77,1	75,5	83,6	85,8	83,8	89,4	118,6	41,9%	32,8%
Crédit-bail	0,9	3,6	6,5	7,9	11,7	18,0	18,4	18,8	17,6	50,9%	-5,9%
Crédits à l'habitat	11,5	11,9	18,5	21,5	31,7	35,9	37,1	39,0	41,1	29,7%	5,4%
Autres crédits	15,4	14,9	12,3	13,5	18,8	21,7	24,5	26,6	2,6	-86,4%	-90,4%
Encours sain	152,1	154,7	154,1	163,4	202,5	232,7	236,5	248,4	263,3	30,1%	6,0%
Créances douteuses brutes	203,9	154,8	129,0	110,0	83,9	78,7	75,1	78,1	68,0	-19,0%	-12,9%
Encours total	356,0	309,5	283,2	273,4	286,3	311,4	311,6	326,4	331,3	15,7%	1,5%
Taux de créances douteuses	64,0%	53,1%	47,5%	41,8%	30,6%	26,3%	25,2%	24,8%	21,4%	-9,2	-3,5
Ménages											
Crédits à la consommation	62,5	64,7	71,2	78,6	88,1	133,9	135,8	139,1	142,2	61,4%	2,3%
Crédits de trésorerie	56,4	58,2	65,8	71,8	79,6	121,5	124,1	127,6	129,4	62,5%	1,4%
Comptes ordinaires débiteurs	6,0	5,9	4,6	5,7	7,0	7,2	6,5	5,8	6,8	-3,1%	15,8%
Crédit-bail	0,1	0,6	0,8	1,2	1,6	5,2	5,3	5,7	6,1	290,0%	6,9%
Crédits à l'habitat	129,4	135,9	148,6	155,0	178,2	185,7	198,7	208,0	215,4	20,8%	3,6%
Autres crédits	1,4	1,2	2,0	1,8	2,0	1,6	1,4	1,9	2,0	-1,8%	4,3%
Encours sain	193,4	201,8	221,8	235,5	268,4	321,2	335,9	348,9	359,6	34,0%	3,1%
Créances douteuses brutes	30,1	21,3	17,2	15,0	21,1	28,1	28,2	25,9	32,7	55,0%	26,5%
Encours total	223,4	223,1	239,0	250,5	289,5	349,3	364,1	374,8	392,3	35,5%	4,7%
Taux de créances douteuses	13,5%	9,5%	7,2%	6,0%	7,3%	8,0%	7,7%	6,9%	8,3%	1,0	1,4
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	0,5	0,5	0,6	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	25,0%	368,8%
Crédits de trésorerie	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	0,5	0,4	0,5	0,2	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	72,1%	393,3%
Crédits à l'équipement	3,9	3,8	2,5	0,5	0,3	0,3	0,3	2,0	3,0	870,6%	50,8%
Autres crédits	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-15,6%	-4,4%
Encours sain	4,7	4,4	3,2	0,8	0,4	0,5	0,4	2,1	3,1	602,0%	51,5%
Créances douteuses brutes	0,4	9,9	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	-16,5%	6,3%
Encours total	5,1	14,3	3,5	1,1	0,9	0,9	0,8	2,4	3,5	299,5%	45,2%
Taux de créances douteuses	8,5%	69,2%	8,6%	31,8%	48,9%	46,8%	53,1%	14,0%	10,2%	-38,7	-3,7
Autres agents											
Encours sain	5,7	7,5	3,7	10,6	20,4	12,6	16,7	19,9	28,5	39,5%	43,1%
Créances douteuses brutes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,3	-	-
Encours total	5,7	7,5	3,7	10,6	20,4	12,6	16,7	19,9	29,9	46,1%	49,9%
Taux de créances douteuses	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	4,5%	-	-
TOTAL											
Encours sain	355,9	368,4	382,8	410,3	491,7	566,9	589,5	619,3	654,6	33,1%	5,7%
Créances douteuses brutes	234,4	185,9	146,6	125,4	105,4	107,3	103,8	104,3	102,4	-2,9%	-1,8%
Encours total	590,3	554,3	529,4	535,7	597,1	674,2	693,3	723,5	757,0	26,8%	4,6%
Taux de créances douteuses	39,7%	33,5%	27,7%	23,4%	17,7%	15,9%	15,0%	14,4%	13,5%	-4,1	-0,9
Taux de provisionnement	86,1%	80,5%	79,9%	82,6%	85,6%	85,4%	86,1%	85,9%	86,7%	1,1	0,8

Encours de crédit brut des EC locaux

en millions d'€

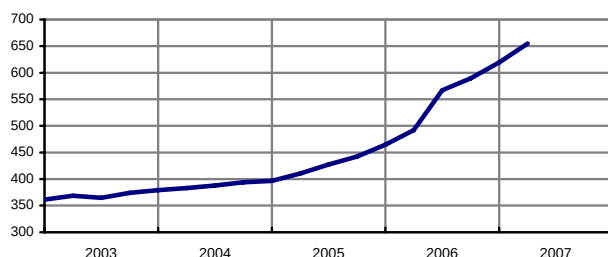


Variation en glissement annuel (en %)

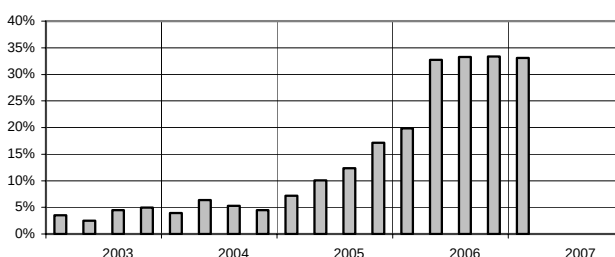


Encours de crédit sain des EC locaux

en millions d'€

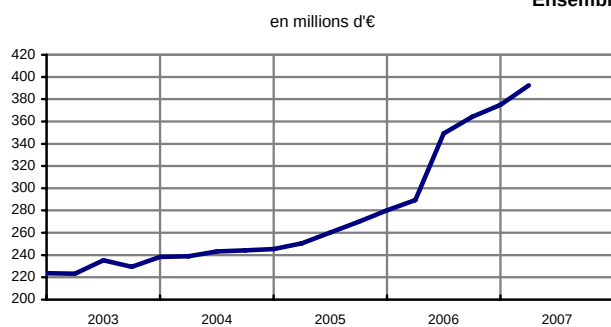


Variation en glissement annuel (en %)

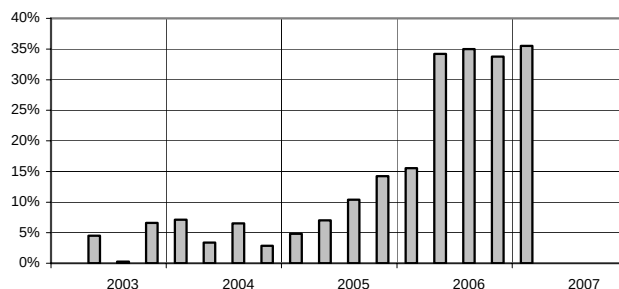


L'endettement des ménages

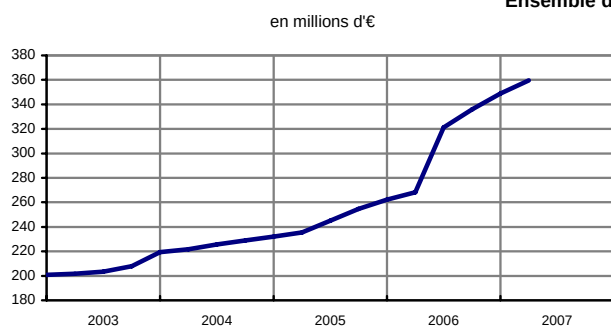
Ensemble des concours



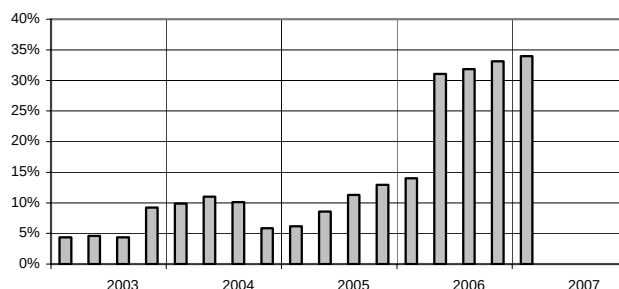
Variation en glissement annuel (en %)



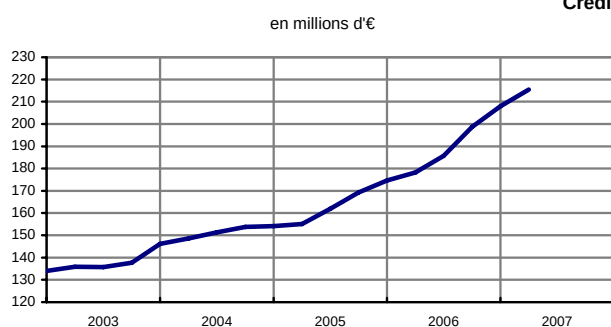
Ensemble des concours sains



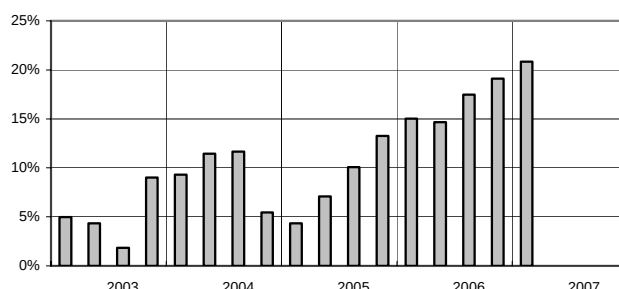
Variation en glissement annuel (en %)



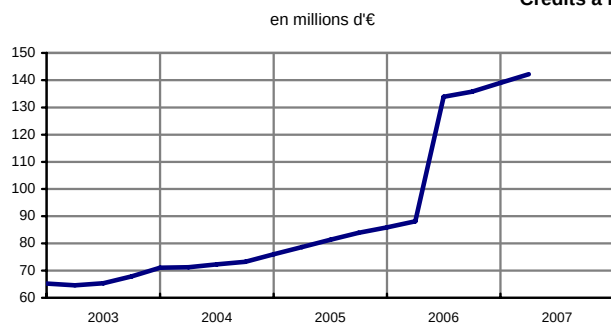
Crédits à l'habitat



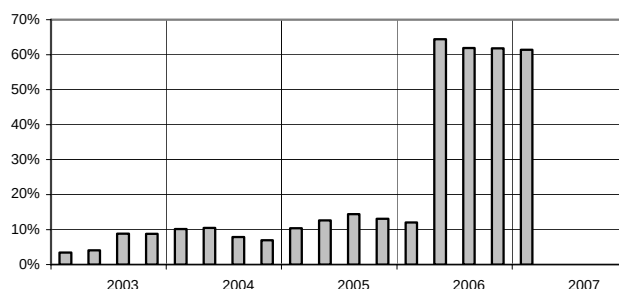
Variation en glissement annuel (en %)



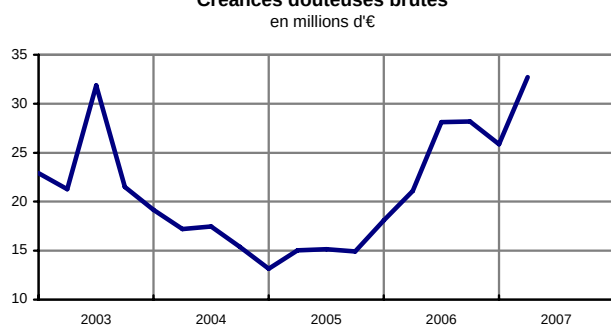
Crédits à la consommation



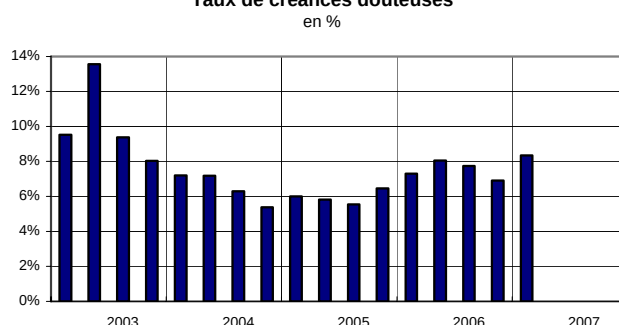
Variation en glissement annuel (en %)



Créances douteuses brutes



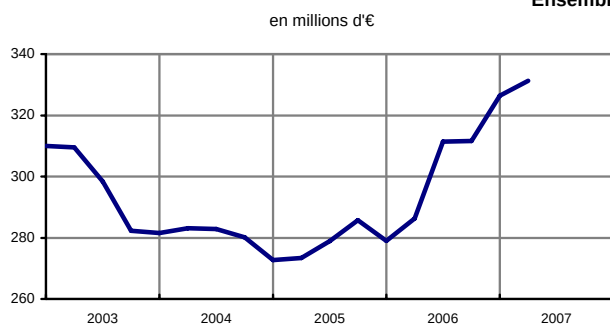
Taux de créances douteuses



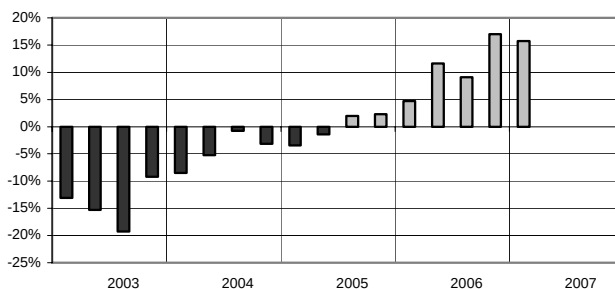
Conjoncture financière et bancaire

L'endettement des entreprises

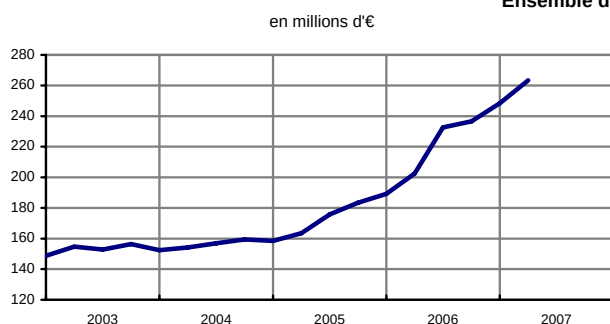
Ensemble des concours



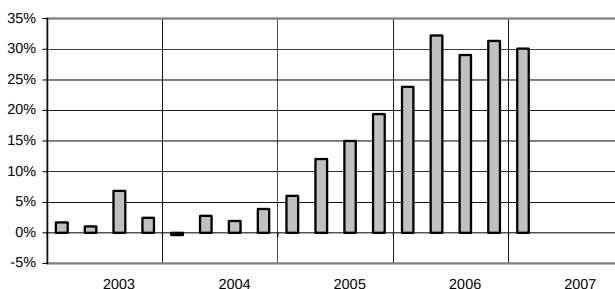
Variation en glissement annuel (en %)



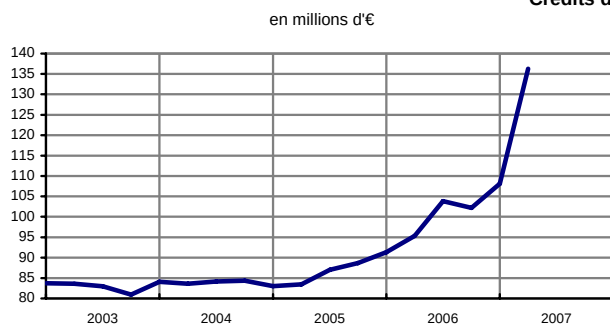
Ensemble des concours sains



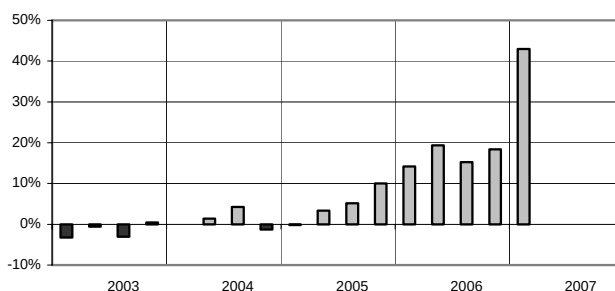
Variation en glissement annuel (en %)



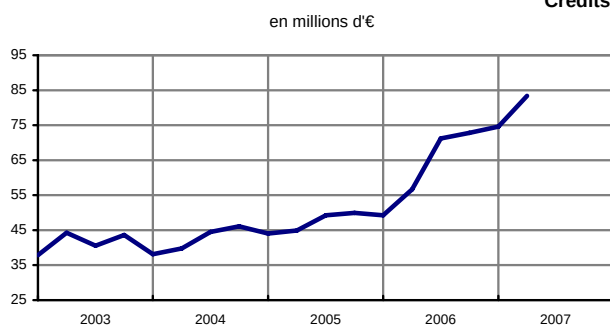
Crédits d'investissement



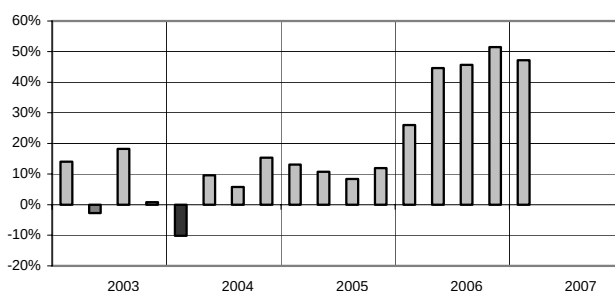
Variation en glissement annuel (en %)



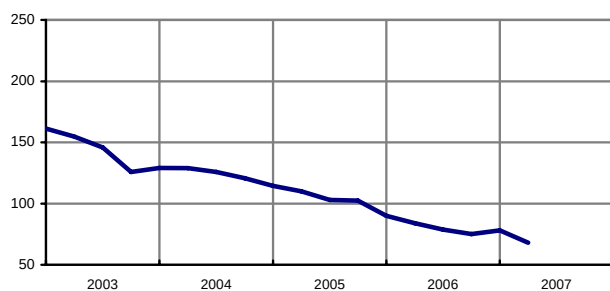
Crédits d'exploitation



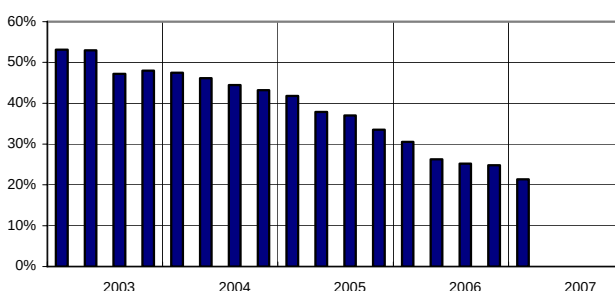
Variation en glissement annuel (en %)



Créances douteuses brutes en millions d'€



Taux de créances douteuses en %



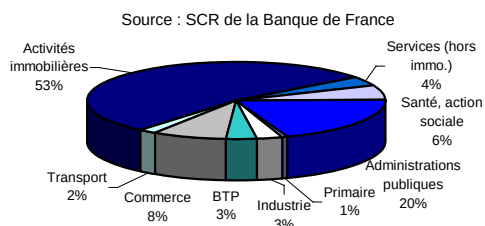
Conjoncture financière et bancaire

4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

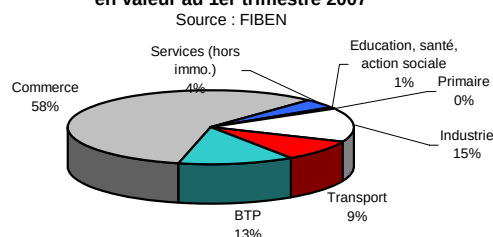
	Montants en millions d'€										Variations	
	mars-02	mars-03	mars-04	mars-05	mars-06	juin-06	sept-06	déc-06	mars-07		1 an	1 trim.
Entreprises												
Crédits d'exploitation	39,3	44,3	39,8	45,0	57,2	71,8	74,7	76,3	95,0		66,2%	24,5%
Créances commerciales	5,7	5,7	5,3	4,8	6,2	6,2	5,8	7,0	14,4		132,7%	106,8%
Crédits de trésorerie	17,6	18,5	16,4	15,8	21,1	34,0	37,7	38,8	43,4		106,1%	11,8%
Comptes ordinaires débiteurs	15,9	20,1	18,0	24,5	29,9	31,6	31,1	30,5	37,2		24,3%	21,8%
Affacturage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		-	-
Crédits d'investissement	92,3	89,4	87,1	84,0	95,8	104,4	102,7	112,3	244,0		154,5%	117,2%
Crédits à l'équipement	91,4	85,8	80,6	76,0	84,2	86,3	84,3	93,5	178,5		112,2%	90,9%
Crédit-bail	0,9	3,6	6,5	7,9	11,7	18,0	18,4	18,8	65,4		459,4%	248,7%
Crédits à l'habitat	413,9	456,2	470,6	489,1	520,3	536,4	541,3	554,4	545,5		4,9%	-1,6%
Autres crédits	19,1	17,9	14,8	15,7	20,5	23,2	26,0	27,9	3,9		-81,2%	-86,2%
Encours sain	564,5	607,8	612,3	633,7	693,8	735,8	744,6	770,9	888,3		28,0%	15,2%
Créances douteuses brutes	177,3	145,3	137,5	122,5	93,8	88,6	85,3	88,4	98,3		4,9%	11,2%
Encours total	741,8	753,0	749,8	756,2	787,5	824,4	829,9	859,3	986,7		25,3%	14,8%
Taux de créances douteuses	24,8%	19,7%	18,3%	16,2%	11,9%	10,7%	10,3%	10,3%	10,0%		-1,9	-0,3
Ménages												
Crédits à la consommation	73,9	76,0	82,6	90,1	100,6	146,8	149,7	153,7	157,1		56,1%	2,2%
Crédits de trésorerie	67,7	69,5	77,2	83,2	92,1	134,4	138,0	142,2	144,3		56,7%	1,5%
Comptes ordinaires débiteurs	6,0	5,9	4,6	5,7	7,0	7,2	6,5	5,8	6,8		-2,8%	16,1%
Crédit-bail	0,1	0,6	0,8	1,2	1,6	5,2	5,3	5,7	6,1		290,0%	6,9%
Crédits à l'habitat	192,6	195,2	208,3	205,2	232,6	241,4	255,5	266,6	275,6		18,5%	3,4%
Autres crédits	2,0	1,6	2,3	2,2	2,9	3,2	2,9	2,8	4,8		63,6%	72,1%
Encours sain	268,6	272,8	293,2	297,6	336,2	391,3	408,1	423,1	437,5		30,1%	3,4%
Créances douteuses brutes	65,4	51,9	26,5	22,4	26,9	33,5	33,4	31,2	38,8		44,3%	24,3%
Encours total	334,0	324,7	319,7	320,0	363,0	424,8	441,6	454,3	476,3		31,2%	4,8%
Taux de créances douteuses	19,6%	16,0%	8,3%	7,0%	7,4%	7,9%	7,6%	6,9%	8,1%		0,7	1,3
Collectivités locales												
Crédits d'exploitation	0,5	0,5	0,6	0,2	0,1	0,1	0,0	1,2	0,3		ns	ns
Crédits de trésorerie	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	1,2	0,2		ns	ns
Comptes ordinaires débiteurs	0,5	0,4	0,5	0,2	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1		ns	ns
Crédits à l'équipement	141,5	132,4	135,2	158,5	198,8	198,6	196,0	216,4	263,5		32,6%	21,8%
Autres crédits	27,2	29,0	25,1	27,9	27,5	27,6	33,6	38,1	4,5		-83,5%	-88,1%
Encours sain	169,2	161,9	161,0	186,6	226,3	226,3	229,6	255,7	268,3		18,6%	4,9%
Créances douteuses brutes	11,7	8,5	0,9	0,4	0,9	0,4	0,4	0,3	0,4		-56,8%	21,0%
Encours total	180,9	170,4	161,9	187,0	227,2	226,7	230,1	256,0	268,7		18,3%	4,9%
Taux de créances douteuses	6,5%	5,0%	0,6%	0,2%	0,4%	0,2%	0,2%	0,1%	0,1%		-0,3	0,0
Autres agents												
Encours sain	24,5	22,5	32,4	63,5	70,1	60,6	63,4	65,2	68,3		-2,5%	4,8%
Créances douteuses brutes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,3		-	-
Encours total	24,5	22,5	32,4	63,5	70,1	60,6	63,4	65,2	69,7		-0,6%	6,8%
Taux de créances douteuses	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	1,9%		1,9	1,9
TOTAL												
Encours sain	1 026,8	1 064,9	1 098,9	1 181,4	1 326,3	1 414,0	1 445,8	1 514,9	1 662,5		25,3%	9,7%
Créances douteuses brutes	254,4	205,7	164,9	145,3	121,6	122,5	119,1	119,9	138,9		14,2%	15,8%
Encours total	1 281,2	1 270,6	1 263,8	1 326,7	1 447,9	1 536,5	1 564,9	1 634,9	1 801,3		24,4%	10,2%
Taux de créances douteuses	19,9%	16,2%	13,0%	11,0%	8,4%	8,0%	7,6%	7,3%	7,7%		-0,7	0,4
Taux de provisionnement	79,4%	73,0%	71,0%	71,3%	74,2%	74,8%	75,0%	74,7%	63,9%		-10,3	-10,7

5. Risques sectoriels

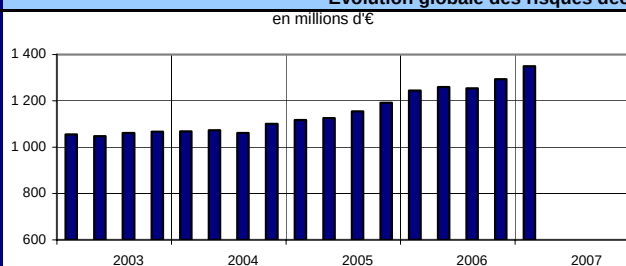
Répartition des risques par secteur au 31/03/2007



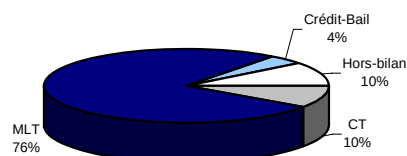
Répartition par secteur des incidents de paiement sur effets en valeur au 1er trimestre 2007



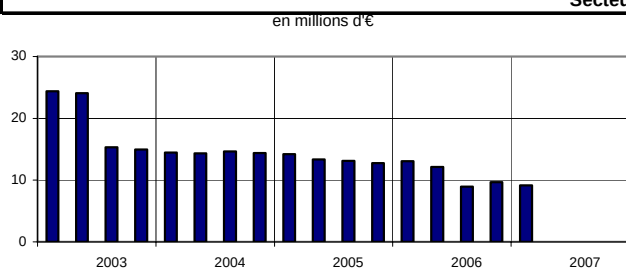
Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France



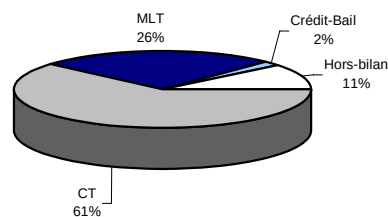
Structure en %



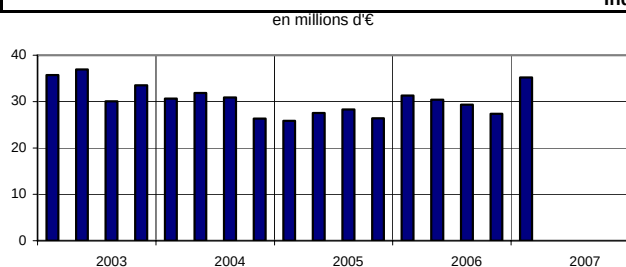
Secteur primaire



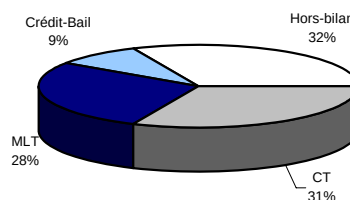
Structure en %



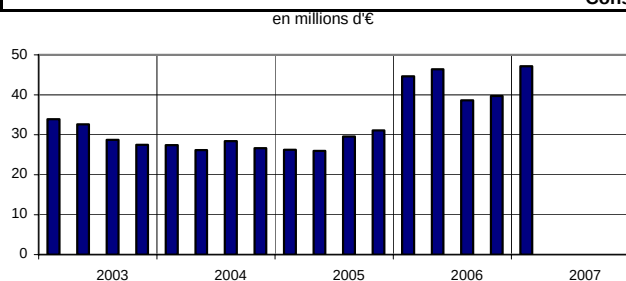
Industrie



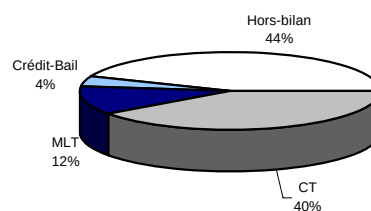
Structure en %



Construction



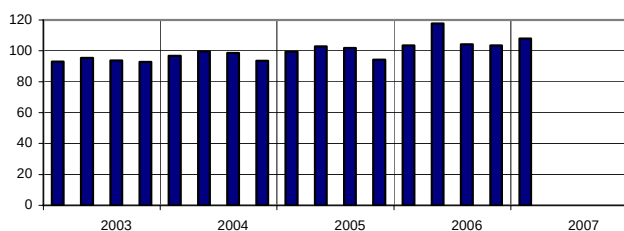
Structure en %



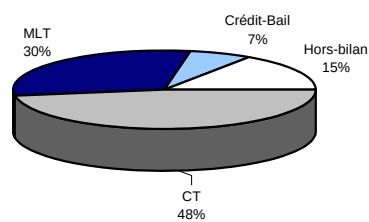
Conjoncture financière et bancaire

Commerce

en millions d'€

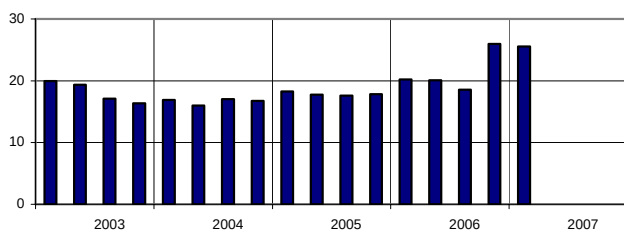


Structure en %

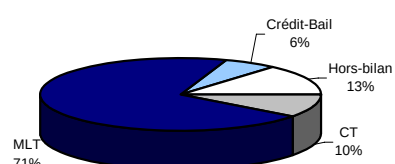


Transport

en millions d'€

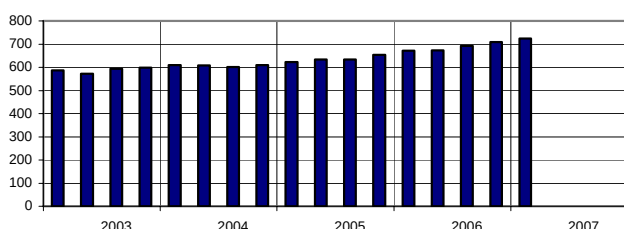


Structure en %

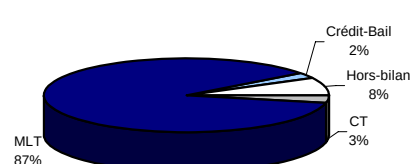


Activités immobilières

en millions d'€

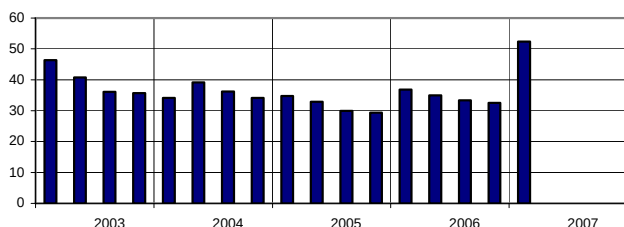


Structure en %

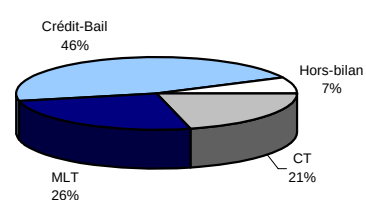


Services (hors immobilier)

en millions d'€

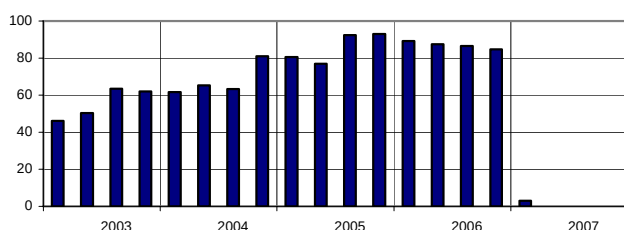


Structure en %

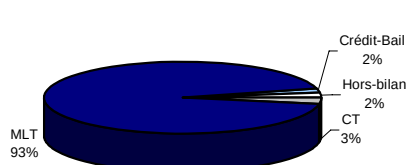


Santé, action sociale

en millions d'€

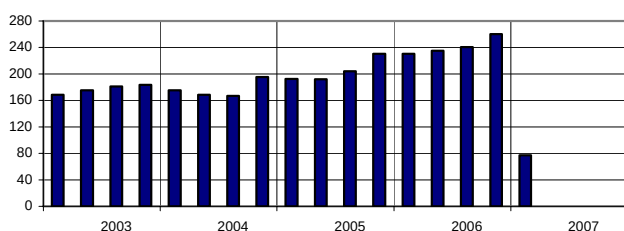


Structure en %

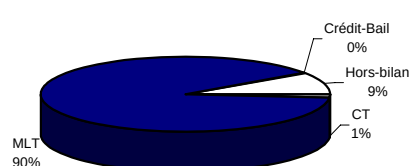


Administrations publiques

en millions d'€



Structure en %



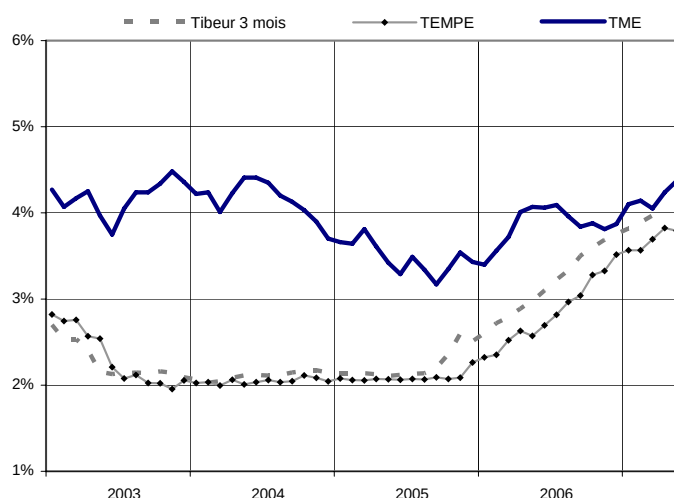
6. Rappel des taux

6.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (14/03/07)	3,75%
Taux de la facilité de dépôt (14/03/07)	2,75%
Taux de la facilité de prêt marginal (14/03/07)	4,75%

TAUX DE L'EPARGNE REGLEMENTEE (depuis le 1er août 06)		
Livret A et bleu 2,75%	LDD 2,75%	LEP 3,75%
PEL*		CEL*
2,50%		1,75%
TAUX D'INTERET LEGAL		
ANNEE 2006 (JO du 7/02/06)		2,11%
ANNEE 2007 (JO du 21/02/07)		2.95%

6.2 Principaux taux de marché

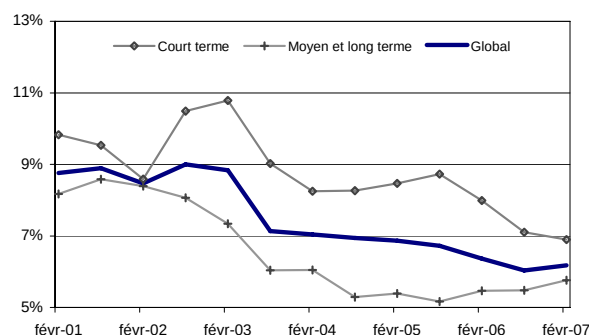


6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

Taux moyens pondérés

en %	Août 2005	Fév. 2006	Août 2006	Fév. 2007	Variation en pts 6 mois	1 an
Crédits à CT	8,73%	7,99%	7,10%	6,90%	-0,2	-1,09
Crédits à MT et LT	5,17%	5,46%	5,48%	5,76%	0,28	0,30
ENSEMBLE	6,72%	6,37%	6,03%	6,18%	0,15	-0,19

Source : IEDOM Guyane



6.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (ou TEG) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1er de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996. Calculés trimestriellement, les seuils de l'usure s'appliquent pour une durée de trois mois et sont publiés au journal officiel.

L'article 32 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

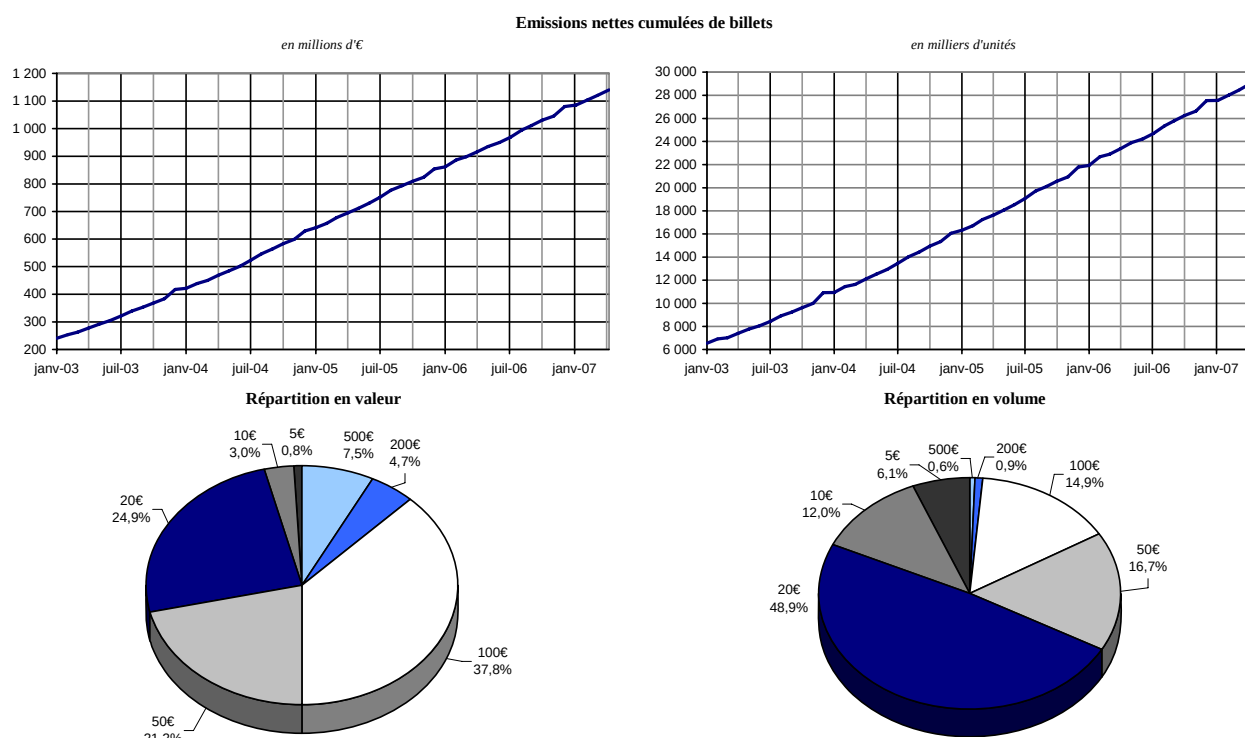
Catégorie		Plafonds de l'usure applicables sur la période					
		1T2006	2T2006	3T2006	4T2006	1T2007	2T2007
PARTICULIERS	<u>Prêts immobiliers</u>						
	- Prêts à taux fixe	5,72%	5,80%	5,99%	6,16%	6,39%	6,27%
	- Prêts à taux variable	5,36%	5,48%	5,57%	5,73%	6,12%	6,24%
	- Prêts relais	5,63%	5,68%	5,81%	6,03%	6,21%	6,35%
	<u>Autres prêts</u>						
	- Prêts <=1524 € (*)	19,67%	20,21%	20,36%	20,53%	20,76%	20,33%
ENTREPRISES	- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1524 € (*)	17,37%	17,81%	18,20%	18,81%	19,07%	19,25%
	- Prêts personnels et autres prêts > 1524 €	7,89%	8,40%	8,48%	8,53%	8,44%	8,72%
	- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament						
	- Prêt d'une durée initiale sup. à 2 ans, à taux fixe						
	- Prêts d'une durée initiale sup. à 2 ans, à taux variable						
	- Découvert en compte (**)	12,35%	13,33%	13,97%	14,00%	14,19%	14,44%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

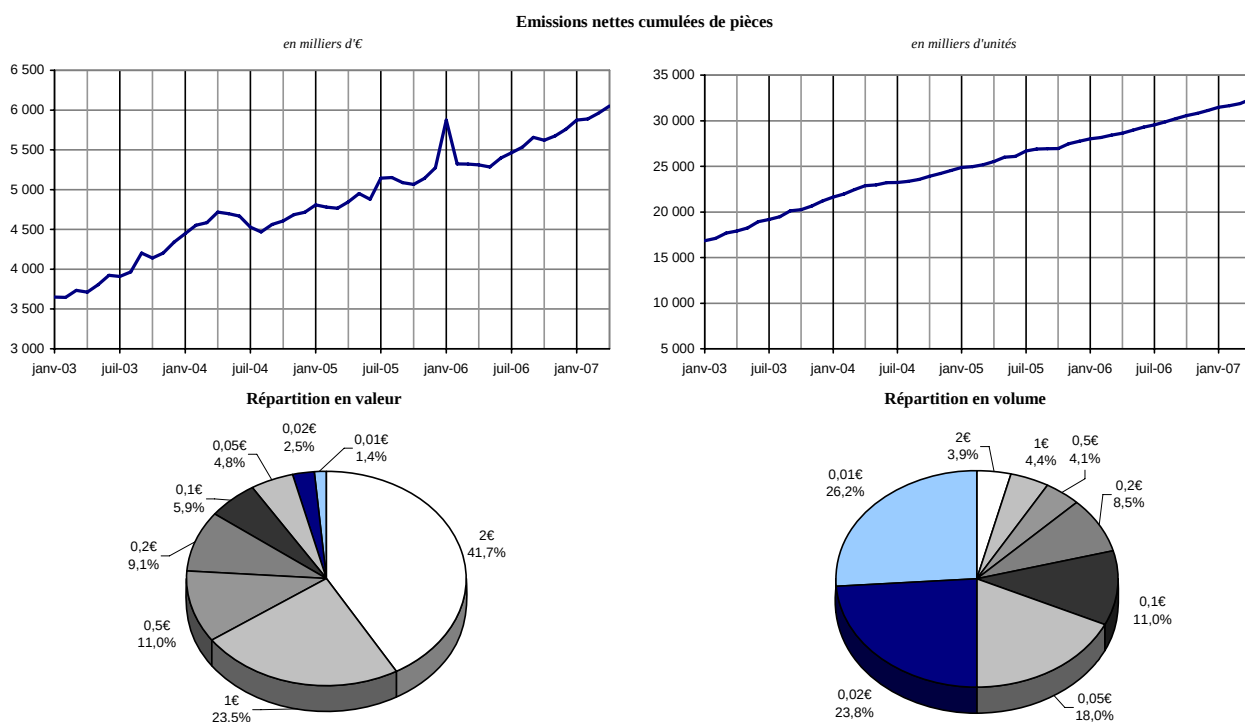
(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

7. Monnaie fiduciaire

7.1 Emission mensuelle de billets euros



7.2 Emission mensuelle de pièces euros



Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Sandra HO-CAN-SUNG

Stéphane ATTALI

Max REMBLIN

INSTITUT D'EMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
8, rue Christophe Colomb – B.P. 6016 – 97306 Cayenne Cedex

Téléphone : 0594.29.36.50 – télécopie : 0594.30.02.76

Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : A. VIENNEY

Responsable de la rédaction : M. REMBLIN

Editeur : IEDOM

Achevé d'imprimer le 15 Juin 2007

Dépôt légal : 15 Juin 2007- n° ISSN : 0296-3116